Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/L-interminable-demantelement-de-la-centrale

12 avril 2017

L'interminable démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis

Arrêtée en 1985, la centrale nucléaire bretonne espère encore être démantelée. La facture n'a cessé de s'alourdir. Une leçon pour Fessenheim ?

Par Jean-Pierre Beuve

Sur la lande des monts d'Arrée, entre rivières et tourbières, se dresse une cathédrale de

béton. Mise en service en 1967, après cinq ans de travaux, la centrale de Brennilis (Finistère) a été le seul site électronucléaire de Bretagne.

Fonctionnant avec un réacteur à eau lourde, la centrale EL4pilotée initialement par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) n'a pourtant pas dépassé le stade du prototype unique. EDF <https://www.lepoint.fr/tags/edf> a finalement opté pour des réacteurs à eau pressurisée au début des années 70.Après dix-huit années de fonctionnement et une production équivalente à la consommation annuelle d'électricité à Paris <https://www.lepoint.fr/tags/paris> , EL 4, dont la puissance était faible, est finalement arrêtée en 1985.Le groupe promettait, énergétiquement, un chantier exemplaire et « le retour à l'herbe » le plus rapidement possible.

Mais que s'est-il passé en trente-deux ans ? Le démantèlement,mené en totale autonomie par EDF,s'est éternisé. Il est toujours en cours. La centrale se dresse encore à environ soixante kilomètres de Brest. Quinze employés d'EDF et environ soixante salariés d'entreprises sous-traitantes y travaillent. Pourtant, en 2002, EDF annonçait la libération des lieux pour 2018.

Une facture salée

On évoque aujourd'hui 2032… Et plus le chantier dure, plus il coûte cher. Le premier devis de2001était de254millions d'euros, il est passé à377millions en 2007, selon la Cour des comptes <https://www.lepoint.fr/tags/cour-des-comptes> . Le coût total du démantèlement est désormais estimé à482millions d'euros !

Comment expliquer que le chantier se prolonge ? D'abord, le caractère unique d'EL 4 : « C'est un réacteur à eau lourde : une technologie unique en France <https://www.lepoint.fr/tags/france> , rare est complexe, et dont le démantèlement nécessite des études préalables poussées, ainsi que le développement de différents modes d'intervention », rappelait EDF à Franceinfo <https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/tchernobyl/centrale-nucleaire-de-brennilis-un-cadavre-encombrant_1422147.html> en 2016. Et de mettre en avant « des travaux télé-opérés, effectués à distance pour garantir la sécurité totale des intervenants ». S'y ajoutent les rebondissements juridiques et les aléas techniques.

Jusqu'en 1992, il a d'abord été procédé à la mise à l'arrêt des installations avec vidange des circuits et transfert de cent tonnes de combustible vers le site nucléaire de Cadarache (Bouches-du-Rhône). La seconde phase, prévue jusqu'en 2007, porte sur un démantèlement partiel et non nucléaire. Des bâtiments sont démolis, d'autres transformés : la cantine devient un centre d'information pour les visiteurs,le poste de garde abrite désormais une entreprise de signalisation. Le bâtiment des bureaux et de la salle des commandes, le bâtiment du combustible irradié, le bassin d'accumulation n'existent plus.

Rebondissements juridiques

Coup d'arrêt en 2007 : le Conseil d'État <https://www.lepoint.fr/tags/conseil-d-

etat> annule le décret de démantèlement total signé l'année précédente par le Premier ministre de l'époque, Dominique de Villepin, en raison d'un défaut de communication de l'étude d'impact. En 2012, une nouvelle demande de démantèlement complet est rejetée par l'Autorité de sûreté nucléaire. Cette dernière exige un nouveau dossier : il sera déposé... en 2018. Au final, le bloc réacteur, qui concentre 90 % de la radioactivité, est toujours debout. La question du stockage des déchets nucléaires se posera donc lors de sa déconstruction. L'installation de conditionnement et d'entreposage des déchets de longue et moyenne activité (Iceda) prévue près de la centrale du Bugey (Ain) a vu sa réalisation retardée en raison de recours juridiques. Perturbé et ralenti, le chantier a aussi connu nombre d'incidents. En septembre 2015, par exemple, un incendie s'est déclaré dans l'atelier de conditionnement de déchets situé dans l'enceinte du réacteur..

Alors que les écologistes locaux veillent au grain, l'ASN assure qu'il n'y a eu aucun rejet radioactif. Ces derniers ont évoqué des rejets de tritium lorsque la centrale était en activité. Le très lent démantèlement de la centrale de Brennilis constitue-t-il une exception ? C'est ce que veut croire le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Écologie, Alain Vidalies. En réponse à une sénatrice du Finistère, il déclarait en septembre 2015 : « D'autres démantèlements suivent leur cours tout à fait normalement. Par exemple, la centrale Superphénix [en bordure du Rhône, NDLR], ou au réacteur de Chooz A [à la frontière franco-belge, NDLR], similaires aux centrales actuellement en exploitation. »